

Brochure n° 3159

Convention collective nationale

IDCC : 2596. – **COIFFURE ET PROFESSIONS CONNEXES**

AVENANT N° 12 DU 16 JUILLET 2008
RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS POUR 2008

NOR : *ASET0851010M*

IDCC : *2596*

Entre :

La fédération nationale de la coiffure française ;

Le conseil national des entreprises de coiffure (CNEC),

D'une part, et

La fédération des services CFDT ;

La fédération nationale de l'encadrement, du commerce et des services CFE-CGC ;

Le syndicat général des services de la coiffure et de l'esthétique FO ;

La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux conviennent de revaloriser l'ensemble des grilles de rémunérations, ainsi que la prime d'ancienneté.

Ainsi, le présent avenant annule et remplace les dispositions de l'avenant n° 10 du 12 décembre 2007 à la convention collective nationale de la coiffure du 10 juillet 2006.

Article 1^{er}

Rémunérations. – Généralités

Article 1.1

Salaires minima conventionnels

Les salaires minima conventionnels des salariés des entreprises soumises à la présente convention collective sont définis ci-après.

Les partenaires sociaux conviennent d'engager des négociations relatives à la revalorisation de ces minima chaque année.

Article 1.2

Salaires minima conventionnels. – Emplois de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimum conventionnel
Assistant 100	Exerce sous le contrôle d'un coiffeur les actes techniques de la coiffure, participe aux stratégies de fidélisation de la clientèle et à la promotion des produits et services. Accueille, utilise les méthodes de suivi technique de la clientèle. Prépare l'outillage, peut en contrôler et en assurer la désinfection	Salarié non diplômé	1 325
Assistant ou coiffeur débutant 110	Idem	Salarié titulaire du CAP ou salarié justifiant de 4 à 7 années d'exercice dans la profession	1 355

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimum conventionnel
Coiffeur 120	<p>Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encaissement et de prise de congé ; - participe à l'évaluation des attentes du client ; - assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services ; - renseigne et exploite les fichiers clients ; - intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste) ; - assure la gestion des produits et des matériels 	Salarié non diplômé justifiant de 8 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire du CAP suivi de 2 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire d'une mention complémentaire (post-1998)	1 345
Coiffeur confirmé 130	Idem	Salarié titulaire du CAP suivi de 8 années d'exercice dans la profession ou salarié titulaire d'une mention complémentaire (post-1998) suivi de 3 années d'expérience dans la profession	1 365

Tout salarié, quel que soit son niveau, pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils bénéficiera d'une majoration de son minimum conventionnel de 48,78 €.

Article 1.2.1

Salaires minima conventionnels. – Emplois techniques de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimum conventionnel
Coiffeur qualifié 140	Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes : <ul style="list-style-type: none">- maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encaissement et de prise de congé ;- participe à l'évaluation des attentes du client ;- assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services ;- renseigne et exploite les fichiers clients ;- intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste) ;- assure la gestion des produits et des matériels	Salarié titulaire du BP ou du BM	1 405
Coiffeur qualifié 150	Idem	Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 5 années d'exercice dans la profession	1 440

Tout salarié, quel que soit son niveau, pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils bénéficiera d'une majoration de son minimum conventionnel de 48,78 €.

Article 1.2.2

Salaires minima conventionnels. – Emploi technique, agent de maîtrise de la coiffure

(En euros.)

CLASSIFICATION Coefficient	DÉFINITION DE L'EMPLOI (activités effectuées)	QUALIFICATION requis	SALAIRE minimum conventionnel
Coiffeur qualifié 160	<p>Peut exercer en toute autonomie l'une ou l'autre des tâches suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtrise les techniques de l'accueil, du suivi, d'encaissement et de prise de congé ; - participe à l'évaluation des attentes du client ; - assure la présentation et maîtrise la stratégie de vente des produits et des services ; - renseigne et exploite les fichiers clients ; - intègre et met en œuvre les techniques de coiffure les plus usuelles (auxquelles sont assimilées les tâches de coloriste, permanentiste) ; - assure la gestion des produits et des matériels 	Salarié titulaire du BP ou du BM, suivi de 10 années d'exercice dans la profession	1 535

Tout salarié, quel que soit son niveau, pratiquant la manucure et/ou l'épilation de sourcils bénéficiera d'une majoration de son minimum conventionnel de 48,78 €.

Article 1.3

Salaires minima conventionnels. – Esthétique-cosmétique

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
1. Manucure et/ou maquilleur(se) débutant(e) ayant effectué une formation dûment attestée ou sanctionnée par un diplôme ou Esthéticien(ne) débutant(e) non titulaire du CAP Esthétique-cosmétique mais justifiant d'une formation dispensée par un établissement technique (CFA ou lycée professionnel)	105	1 325
2. Manucure et/ou maquilleur(se) titulaire du CAP esthétique-cosmétique ou ayant au moins 3 années d'exercice dans la profession	1 325	

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
ou Esthéticien(ne) titulaire du CAP esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice dans la profession		
3. Manucure et/ou maquilleur(se) titulaire du CAP esthétique-cosmétique et ayant au moins 5 années dans sa spécialité après l'obtention de ce diplôme ou Esthéticien(ne) titulaire du CAP d'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme	125	1 340
4. Esthéticien(ne) titulaire du BP ou BM ou bac pro de l'esthétique-cosmétique	135	1 355
5. Esthéticien(ne) titulaire du BP ou BM ou bac pro de l'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme	145	1 360
6. Esthéticien(ne) titulaire du BTS d'esthétique-cosmétique	155	1 375
7. Esthéticien(ne) titulaire du BTS de l'esthétique-cosmétique et ayant au moins 3 années d'exercice après l'obtention du diplôme	165	1 400

Article 1.4

Salaires minima conventionnels des employés non techniques

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
1. Personnel de nettoyage ou de gros travail ; manutentionnaire	100	1 325
2. Hôte d'accueil, de caisse et de vente ; employé de comptabilité	110	1 330
3. Hôte d'accueil, de caisse et de vente ayant 3 années d'exercice dans la profession ; employé (e) de comptabilité ayant 3 années d'exercice dans la profession	120	1 335
4. Hôte d'accueil, de caisse et de vente ayant 5 années d'exercice dans la profession ; aide-comptable ; secrétaire	130	1 345

Article 1.5

Salaires minima conventionnels des agents de maîtrise et cadres administratifs

(En euros.)

DÉFINITION DES EMPLOIS	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
I. – Agents de maîtrise	230	1 545
1. Secrétaire de direction		
2. Comptable : doit faire preuve de connaissances suffisantes pour tenir les livres légaux nécessaires à la comptabilité générale et commerciale et être capable de dresser le bilan sous les directives d'un chef comptable ou d'un expert-comptable	240	1 565
3. Attaché de direction	250	1 625
4. Chef de service administratif, dirige sous les ordres d'un cadre supérieur ou du chef d'entreprise un services aux attributions délimitées Directeur commercial d'un établissement comportant de 11 à 15 salariés	285	1 785
5. Chef du personnel : agit par délégation de la direction pour l'embauche et le licenciement du personnel et les relations sociales avec celui-ci ou ses représentants Comptable qualifié susceptible de conduire toutes les opérations de comptabilité d'entreprise jusqu'au bilan	295	1 835
6. Directeur commercial d'un établissement comportant plus de 15 salariés	305	1 920
II. – Cadres administratifs	330	2 040
Directeur administratif : assure la coordination de plusieurs services d'une entreprise sous la direction du chef d'entreprise ou d'un cadre supérieur		
Cadres occupant des positions hiérarchiques supérieures	> 330	2 310
Elles comprennent des cadres ou assimilés occupant des positions hiérarchiques supérieures à celles rangées dans les positions types précédentes. Des accords individuels assureront à chacun des collaborateurs intéressés un coefficient et des appointements en rapport avec les fonctions qu'ils exercent		

Article 1.6

Salaires minima conventionnels. – Responsables d'établissement

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
Responsable d'établissement (établissement de 0 à 9 salariés)	300	1 780
Responsable d'établissement (établissement de 10 à 19 salariés)	370	2 100
Responsable d'établissement (établissement de 20 salariés et plus)	500	2 665

Conformément à l'article 8.2.5 de la convention collective nationale de la coiffure du 10 juillet 2006, les « responsables d'établissements » dont l'organisation du temps de travail s'effectue sous forme de forfait en jours se verront appliquer une majoration minimum de leur rémunération de 10 % des minima conventionnels fixés ci-dessus.

Article 1.7

Salaires minima conventionnels. – animateur de réseau

(En euros.)

DÉFINITION DE L'EMPLOI	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM conventionnel
Animateur de réseau (de 2 à 5 établissements)	510	2 500
Animateur de réseau (de 6 à 10 établissements)	520	2 620
Animateur de réseau (de plus de 10 établissements)	530	2 705

Article 1.8

Primes d'ancienneté

Au titre de l'ancienneté, il sera ajouté au salaire minimum garanti conventionnel ou contractuel une prime d'ancienneté, calculée de la manière suivante :

(En euros.)

ANNÉES D'ANCIENNETÉ dans l'entreprise	MONTANT DE LA PRIME d'ancienneté
A partir de 5 ans	26,30
A partir de 7 ans	37,95
A partir de 9 ans	49,00

ANNÉES D'ANCIENNETÉ dans l'entreprise	MONTANT DE LA PRIME d'ancienneté
A partir de 12 ans	64,00
A partir de 15 ans	78,00

La prime d'ancienneté doit faire l'objet d'une ligne distincte sur le bulletin de paie. A défaut, celle-ci sera considérée ne pas avoir été payée.

Lorsque le salaire et les accessoires de salaire nécessitent l'attribution d'un complément calculé de façon à porter la rémunération au salaire minimum de croissance, la prime d'ancienneté doit être ajoutée au salaire minimum de croissance.

La prime d'ancienneté est versée au prorata du temps de travail effectif (par rapport à la durée légale du travail) pour les salariés à temps partiel.

L'ancienneté s'entend d'un nombre d'années entières et consécutives dans le même établissement.

Article 2

Le présent accord entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil qui suivra la date de publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*, date à laquelle il annulera et remplacera les dispositions visées dans le préambule du présent avenant.

Article 3

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective nationale de la coiffure du 10 juillet 2006.

Article 4

Le présent avenant sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des parties contractantes et déposé auprès de la direction générale du travail et du secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par le code du travail, en vue de son extension.

Article 5

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 16 juillet 2008.

(Suivent les signatures.)